

# L'EDITO

Frédéric Soumois

## MÉDECINE : UNE TRANSPARENCE VITALE

**A**ujourd'hui, les cardiologues belges se disent inquiets de l'avenir de leur profession, face à un contexte de contrainte budgétaire difficile. Pas parce qu'il faut faire davantage avec moins, car ils ont pris l'habitude du mantra. Mais parce qu'ils estiment que des techniques innovantes, qui sauvent des années de vie, ne sont plus remboursées correctement.

Longtemps, la Belgique a affiché la figure d'un pays où l'on faisait tout pour éviter une médecine à deux vitesses, voire davantage. Une illusion devant le poids du report de soins, devant les écarts socio-économiques qui créent des différences de dépistage, d'accueil, de densité, de qualité des soins. Mais une illusion entretenue par des remparts qui tentaient de rattraper les inégalités. Cette illusion, on le sent, s'estompe de plus en plus. En cardiologie, mais aussi dans d'autres spécialités, on rembourse désormais certaines interventions non pas selon le profil du patient, qui

**Longtemps, les hôpitaux ont bricolé avec des fonds**

**de tiroir**

seul devrait déterminer s'il en bénéficie ou pas, mais selon un chiffre fermé annuel.

Un numerus clausus qui renvoie le patient suivant dans la file. Pour attendre. Donc parfois mourir. Ou payer. Donc parfois mourir. Longtemps, les hôpitaux ont bricolé avec des fonds de tiroir. Mais plus de la moitié sont aujourd'hui en difficulté financière.

Sans doute faudra-t-il bientôt regarder en face que la Sécu ne pourra plus tout payer, qu'il faut mettre dans une terrible balance le nombre d'années de survie espérées face au coût d'une intervention. Une récente étude, « opportunément » commandée par l'Inami, a montré qu'une part importante - et effrayante - des Belges trouvaient concevable qu'on puisse rembourser moins ou refuser un soin au fumeur, à l'obèse, au vieux. On a envie de rajouter « au pauvre », puisqu'il est désormais clair que certains, en payant le prix fort, peuvent bénéficier d'une technique refusée à celui qui n'est pas assis sur un matelas d'économie.

Une profonde réforme du financement des hôpitaux est prévue à courte échéance. Si elle devait accentuer, comme on le craint, le fossé entre nantis et fauchés, si elle aboutissait à geler une partie des gestes qui sauvent pour des raisons économiques, il est essentiel que cette mutation avance non masquée derrière les décisions obscures de commissions discrètes, mais sous la lumière crue du débat démocratique.